

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21566 - 80ÈME ANNÉE

La Réunion un pays « socialement hors-normes » depuis des décennies

Effondrement des offres d'emploi et inflation importante : le contexte des législatives

À La Réunion, les législatives se déroulent dans un contexte social très tendu. Alors que le chômage de masse, le mal-logement, les inégalités, la vie chère et l'illettrisme font de La Réunion un pays « socialement hors-normes », les besoins de recrutements déjà insuffisants sont en train de s'effondrer et l'inflation est près de 2 fois plus forte qu'en France. Le système est totalement bloqué, il maintient dans la précarité la majorité de la population. Un projet réunionnais reste l'alternative la plus efficace pour redresser la situation. La responsabilisation des Réunionnais est le fondement du renouveau démocratique dans notre pays.

« La vulnérabilité des ménages augmente. Le nombre de personnes en difficulté financière déposant un dossier auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM progresse de 12,9 % ce trimestre. Sur les trois premiers mois de l'année, le nombre de dossiers augmente de 19,3 % par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, les montants de la production de crédits de découverts sont supérieurs de 64 % au 1er trimestre par rapport à l'année dernière ». Cet extrait du dernier rapport de l'IEDOM illustre l'accélération de la crise dans notre pays. Les données du rapport de l'IEDOM permettent d'avancer des explications.

Les besoins de recrutements s'effondrent

La première est que les conditions sont réunies pour une hausse importante du chômage. En effet, ce rapport indique une baisse des effectifs de près de 3 % dans le BTP sur un an, avec pour 2024 des besoins de recrutement en baisse de plus de 22 %. Dans le commerce, l'activité a diminué au cours des 6 derniers mois. Les besoins de recrutement sont en

baisse de plus de 4 %.

Constat encore plus inquiétant dans l'agriculture et l'agro-alimentaire. Les patrons de ce secteur annoncent une baisse des besoins de main d'oeuvre de près de 20 %.

La vie chère s'amplifie

Seconde explication : une inflation près de 2 fois plus importante qu'en France alors qu'à La Réunion, les prix sont déjà nettement plus élevés. Le symbole de cette crise est l'augmentation du prix de l'électricité : 43 % de hausse en 2 ans.

Cette situation accentue la précarité. Dans le cadre actuel, aucune amélioration n'est possible à cause de la structure néo-coloniale de l'économie. En effet, La Réunion sert à convertir la plus grande part possible des transferts publics venus de France en profits pour des entreprises privées ayant leur siège en France.

Un projet réunionnais pour dépasser un système totalement bloqué

Le système est totalement bloqué. Dans ces conditions, tout doit être remis à plat pour redonner l'espoir pour la population. Dans son communiqué du 9 juin dernier, le PCR rappelait que « les données de cette crise sont connues, toute comme ses raisons ». Pour redresser la situation, le PCR propose de responsabiliser les Réunionnais en faisant d'eux les principaux acteurs du développement de leur pays. C'est la proposition d'un projet élaboré par les Réunionnais et appliqué par eux pour que La Réunion sorte de ce système totalement verrouillé et s'engage enfin sur la voie du développement.

Accord LR-extrême droite : De Gaulle doit se retourner dans sa tombe

LR est un parti qui trouve son origine dans le mouvement gaulliste qui s'opposait à l'extrême droite au pouvoir en France entre 1940 et 1944. Son créateur, Charles De Gaulle devint président de la République et fut la cible d'un attentat d'une branche armée de l'extrême droite, l'OAS, en 1962. Quand un autre gaulliste, Jacques Chirac, était au pouvoir, il préféra perdre les législatives de 1997 qu'il avait provoqué plutôt que de s'allier avec l'extrême droite et à la présidentielle de 2002, il rappela la nécessité de combattre l'extrême droite et ses valeurs anti-républicaine. 20 ans plus tard, l'extrême droite est devenue respectable. Mardi, le chef de LR a annoncé une alliance avec les héritiers de Pétain et de l'OAS. Le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, le groupe LR du Sénat, plusieurs présidents de Région se sont levés pour dénoncer un dirigeant qui vend son parti à l'extrême droite pour un plat de lentilles. Charles De Gaulle doit se retourner dans sa tombe, tout comme Jacques Chirac

Précurseur de LR, le gaullisme est né dans l'affrontement contre l'extrême droite pour qu'elle soit chassée du pouvoir en France et en Europe. Ce combat débuta officiellement le 18 juin 1940 par un appel à la résistance de Charles De Gaulle face à la volonté du chef du gouvernement d'extrême droite, Philippe Pétain, de capituler. Après qu'une majorité de parlementaire eut voté les pleins pouvoirs pour Philippe Pétain, l'extrême droite arriva officiellement au pouvoir en France en 1940. Elle dirigeait alors le gouvernement et une des premières décisions fut de condamner à mort Charles De Gaulle. Le combat contre l'extrême droite au pouvoir en Europe fut victorieux en 1945, avec la prise de Berlin par l'Armée rouge et la capitulation des nazis le 8 mai 1945. L'union des communistes, gaullistes et socialistes permit le retour de l'État républicain en 1945, et l'application du programme du Conseil national de la Résistance avec la création de la Sécurité sociale, du statut des fonctionnaires et le votes de lois qui firent de la République française un des États avec une des législations sociales les plus avancées au monde. De retour au pouvoir en 1958 et élu président de la République en 1959, Charles De Gaulle décida de décoloniser. Opposée à ce projet, l'extrême droite fonda l'OAS en Algérie. L'OAS mena alors dans une campagne d'attentats en Algérie et en France. Sur le territoire français, environ 2000 y personnes perdirent la vie.

En 1962 peu après la signature des Accords d'Evian consacrant le retour à l'indépendance de l'Algérie, l'extrême droite tenta même d'assassiner Charles De

Gaulle.

Jacques Chirac préféra perdre les législatives que s'allier à l'extrême droite

Réduite à quelques groupuscules, l'extrême droite revint sur le devant de la scène à partir des années 1980 avec la crise économique en France. Des membres de la droite française étaient alors tenté par une alliance avec l'extrême droite pour conquérir le pouvoir. Lors des législatives de 1997, un gaulliste était président de la République, Jacques Chirac. Il refusa toute compromission. Ceci explique en partie la défaite de son parti. Il préféra perdre une élection plutôt que de la gagner en donnant des gages à l'extrême droite.

En 2002, le chef du FN atteint le second tour de l'élection présidentielle. Elle était opposée Jacques Chirac. Pour lui, l'extrême droite aux portes du pouvoir était une catastrophe. Il refusa de débattre publiquement avec le chef de l'extrême droite et fut élu avec plus de 82 % des suffrages.

Cette ligne fut fragilisée par l'intégration de l'extrême droite dans la politique française.

L'extrême droite devenue respectable

Lorsqu'Emmanuel Macron, président de la République, décida de recevoir l'extrême droite à l'Élysée au même titre que les autres partis, il lui donna un brevet de respectabilité.

Mardi, le président de LR, Eric Ciotti a annoncé publiquement une alliance avec l'extrême droite pour les législatives du 30 juin prochain. Cette décision a suscité une forte opposition dans les rangs de son parti. Le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, le groupe LR du Sénat, plusieurs présidents de Région se sont levés pour dénoncer un dirigeant qui vend son parti à l'extrême droite pour un plat de lentilles.

Charles De Gaulle doit se retourner dans sa tombe, tout comme Jacques Chirac et tous les gaullistes qui furent les précurseurs de LR.

M.M.

Inaat Ne Kanaky se réserve le droit de saisir la haute juridiction internationale compétente et l'ONU

Kanaky Nouvelle-Calédonie : violation du droit international sur terres coutumières

Dans un courrier adressé au Haut-Commissaire, représentant de l'État en Kanaky Nouvelle-Calédonie, Grand Chef Hyppolite Sinewame Tamume, président de Inaat Ne Kanaky (Conseil national des chefs de la Kanaky), fait part « des violations des droits de l'homme et du droit coutumier en référence à la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » de la part « des forces de l'ordre de l'Etat français ». Il dénonce l'intervention des forces de Paris « dans les tribus kanaks et sur terres coutumières en général pour détruire les biens des populations et pour interpeller les personnes de statut coutumier ».

« Notre pays connaît depuis plusieurs jours une situation d'instabilité et d'insécurité à La suite des mobilisations organisées par la CCAT et les mouvements indépendantistes contre le projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral relatif aux élections provinciales,

Et dans ce contexte, nous constatons de la part des forces de l'ordre de l'Etat français, des violations des droits de l'homme et du droit coutumier en référence à la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Ainsi, au titre de l'article 18 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, au titre des compétences des autorités coutumières dans leurs zones d'influence coutumières, en tant que Grand Chef, sénateur coutumier et président du conseil national des chefs, Inaat Ne Kanaky, je dénonce et condamne fortement toutes formes d'ingérences et de violation du droit coutumier opérées par l'État français à travers l'intervention de ses forces de l'ordre dans les tribus kanaks et sur terres coutumières en général pour détruire les biens des



populations et pour interpeller les personnes de statut coutumier.

Et en ce sens je m'associe à tous les grands chefs et autorités coutumières du pays pour exiger l'arrêt immédiat des interventions des forces de l'ordre de l'État français sur terres coutumières sans leur consentement préalable libre et éclairé dans leurs zones d'influences coutumières respectives.

Enfin, face à tout acte de violation du droit international relatif au droit de l'homme et des peuples autochtones, Inaat Ne Kanaky se réserve le droit de saisir la haute juridiction internationale compétente et l'ONU pour faire valoir là dignité du combat du peuple autochtone Karnak. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La pa son gro kèr la fé fèr ali sa ?

Sak i koné in pé listoir la sinkyème républik i pé dir anou souvan dé foi in dissolission — sansa in zélékssion normal — i done pa lo rézilta lo Prézidan i vé é l'ariv o mwins dè foi in Prézidan in koulèr politik i rotrouv ali avèk i majorité dépitè in n'ote koulèr. Momandoné Mitterrand, prézidan, la rotrouv ali avèk Chirac konm promyé miniss ; momandoné Chirac, prézidan, la rotrouv ali avèk Jospin, promyé miniss. Donk sa sé dé ka la constitission la prévi.

Lo prézidan koméla, méssyé Macron, li la pwin in majorité pou aplike son program donk li dissoude la shanm dépitè aprè k'bann zéléktèr la done ali in kou d'rèst trankil. Biensir konm dabitide li la pa prévni pèrssone, ni son bann dalon, ni son l'opozission mé konm sé son drou fé lé shoz an missouk, lèss ali fèr an missouk. Pa an démokrassi vi k'sa li koné pa.

Mé nou bann pti kolon nou lé a d'mandé pou kossa li fé sa astèr. Pou kossa par égzanp li la pa atann moi d'séktanm pou li fé sa. Pou pran demoune par sirpriz ? Promyé sirpri sé son promyé miniss épi son bann partizan. Donk sré par kalkil ! In pé i di galman sé par son gro kèr-mé sa na pwin dann vokabilèr franssé é néna arienk dann l'outremèr demoune i koné sa.

Alon pa rode pou kossa li fé sa koméla,

ni trouv ar pa mé si par égzanpe bann milyardèr La franss l'avé di ali, Macron nou lé pi kontan avèk ou, i fo wi disparète pou donn la plass bann bon défanssèr lo kapital mé k'i avanss maské é sé lo ka lo RN soidizan pou lé pti an réalité pou bann kapital zot i ador konm lo vo an lo. Antouléka ni koné bien lo RN lé kapab kontante azot...

Mé nou bann pti kolon, nou ké Macron i malmène dopi sètan kossa ni fé ladan. Rante la pèst épi lo koléra, kissa ni shoizi ladan ? Ni vé ni inn, ni l'ote... é dann noute kèr ni mète a révé d'in troizyèm solission. Donk ni mète a révé d'in n'ote viktoir é ni domann la gosh débrouye aèl pou bate é l'iin é l'ote. Nou ossi noute koté ni zoué noute loto — antouléka laba dann La franss banna i fé konmsa..

Antouléka wala in moune lé prézidan ; li la fé konmsi li lété lo roi — pa solman sète La franss mé sète L'érop — é wala dann kèl traka li mète ali... Mé sa ni anfou, mé dann kèl ka li mète anou dann son zé d'biyar... Dizon ké dann toute zafèr lo pli pir lé zamé sèrtin é nou va oir lo rèst dann pa lontan.

A bon antandèr, salu !

Justin